

Accueil de François Hollande  
Le projet des socialistes  
Brest - 19 juin 2006

Cher François,

Nous avons des questions sur la méthode suivie. Je ne reviens pas sur le passé : les changements nombreux depuis deux ans, le calendrier sans cesse repoussé, les outils créés puis abandonnés aussi vite. La construction de notre projet mis du temps à démarrer. Mais depuis le dernier congrès du Mans, nous avons suivi **trois voies parallèles et le défi consistait à les faire se rencontrer**.

- La première voie était **celle des Etats Généraux**. 8 rendez-vous thématiques, vaste moment d'écoute des associations, des syndicats, de quelques personnalités mais aussi quelques contributions de militants socialistes intéressés par le sujet ou proches du lieu de la réunion. Cependant ce n'était pas le lieu du tri, du choix, des priorités.
- La seconde voie était **celle des fédérations**. La notre travailla sur les enjeux du littoral. J'ai lu que nous avons été 70 à le faire. J'espère d'ailleurs que le sort réservé aux autres contributions fut meilleur que le notre car nous n'avons pas trouvé grand-chose. Les enjeux que nous soulevions, les perspectives que nous proposons nous paraissaient pourtant réformatrices et réalistes notamment sur la pression du foncier sur le littoral ou la gestion de la ressource,...
- La troisième fut **celle de la Commission Nationale du Projet** que tu présidais. Ses travaux furent hebdomadaires sans publicité, si ce n'est l'écume que les médias voulaient bien leurs accorder au hasard des thèmes.

Le cheminement fut donc complexe mais l'importance de l'enjeu pouvait justifier. Le résultat c'est un texte adopté le 30 mai puis le 6 juin par le Bureau National. Il fait 19 pages que tous les adhérents ont reçu le 13 juin et sur lequel ils doivent se prononcer le 22 juin.

9 jours pendant lesquels ils doivent le lire, en débattre lors de réunions et éventuellement en proposer des amendements.

**C'est notre première question : pourquoi avoir fixé une date si proche ?** L'ouverture des candidatures pour l'investiture étant fixé au 2 octobre, pourquoi ne pas avoir attendu le 22 septembre, ce qui aurait permis : d'organiser La Rochelle sur cette perspective et de consacrer tout un mois pour aller au fond des positions contenues dans le texte dont certaines n'ont jamais fait l'objet de larges débats dans le PS : cannabis, assistance médicale en fin de vie, adoption par les couples de même sexe...

**9 jours, nous trouvons cela bien trop court.** Faut-il lire dans ce délai, le peu de cas que les responsables de notre parti comptent lui accorder une fois adopté ?

Nous avons aussi des questions sur le fond du texte. Et tout d'abord quelle est **la nature de ce document : est ce un projet ou programme ?** Il s'intitule « *projet* » mais contient des mesures comme un « *programme* ». Il devait être un projet, c'est-à-dire une vision pour notre société et d'une volonté pour la transformer. De fait, il affiche des objectifs : le plein emploi, l'égalité réelle, une république nouvelle.

Il ne pouvait, sans doute, écarter des engagements précis. Pour autant était-ce nécessaire de descendre à des éléments comme : une taxe de kérosène sur les transports de fret, une taxe sur les budgets publicitaires des laboratoires pharmaceutiques, la création de 500 « *maisons de la citoyenneté* » et de 500 « *maisons de santé* »...

Au total, l'objet reste indéfini.

- **Volontairement succinct** en regard de nos exercices passés comparables (1980 : 379 pages pour le *Projet socialiste pour la France des années 80*, 1991 : 132 pages pour le projet pour un nouvel horizon, 2002 : 51 pages pour « *la vie ensemble, la vie en mieux* ».
- **Obligatoirement incomplet** négligeant par exemple l'analyse du capitalisme. Il y a bien des mesures pour lutter contre le blanchiment d'argent ou la volonté de mettre en place une taxe internationale type « *Tobin* ». Et peu de chose sur la place du travail dans notre société ou sur les enjeux de l'allongement de la durée de la vie.
- **Bizarrement construit** puisqu'il se termine par le rôle de la France dans l'Europe alors que dans nos textes de congrès nous réaffirmons sans cesse que l'Europe ne doit plus être un chapitre de plus dans nos orientations mais bien le cœur de notre projet...

Ensuite, **quelle est son utilité** ? Il était attendu avec impatience, depuis les présidentielles. Il était même devenu la pierre philosophale chaque fois qu'une question nouvelle se posait à nous nous répondions « attendons le projet... ».

A sa découverte, **on peut s'interroger : jeu ou enjeu** ? Est-il le plus petit commun dénominateur de nos candidats à l'investiture présidentielle ? La recette aurait-elle été une louche de Fabius, deux pincées de Hollande, un saupoudrage astucieux de DSK, des idées clairsemées de Lang et quelques touches de Ségolène ? Le but était-il simplement de retarder le début de la course ?

Ou était-ce le moment de se clarifier les idées et d'oser inventer ? Alors pourquoi autant de formules alambiquées : celles sur les retraites est révélatrice : « *la Loi Fillon sera abrogée. Son remplacement fera l'objet d'une large négociation* » ou celle sur EDF : « *Nous réintroduirons le contrôle public à 100 %* ». Ou pourquoi ne pas dire un seul mot sur la dette et ses conséquences ?

Enfin, **quel est son avenir ? Est-ce un socle ou cadre** ? Le choix des mots n'est jamais un hasard, et les uns ou les autres n'en parlent pas d'une façon identique. Ainsi Jack Lang, dans le Télégramme, le 10 juin disait « *le candidat aura à interpréter une partition écrite collectivement* » quand Henri Emmanuelli, dans la Tribune, le 12 juin affirmait « *Le projet n'est pas une musique d'accompagnement pour concert de soliste* ».

La réponse tirée du passé est sans équivoque. En 1981, François Mitterrand ne s'inspira que très modérément du « *Projet socialiste pour la France des années 80* » adopté sous la responsabilité de Jean Pierre Chevènement pour bâtir ses 110 propositions. En 1988, il écrivit une « *lettre à tous les Français* » où il plaidait pour une « *France Unie* » dont le PS parfait fort peu dans ses propres « *Propositions pour la France* » publiées en février 1988. En 1995, Lionel Jospin présenta des « *propositions pour la France* » sur lesquelles avaient surtout travaillé les experts du candidat sans se préoccuper excessivement du « *Nouvel horizon pour la France et le Socialisme* » adopté par le PS en décembre 1991. Enfin, en 2002, le PS adopta un projet intitulé « *La vie ensemble, la vie en mieux* » sous la responsabilité de Martine Aubry, Lionel Jospin n'en conserva que quelques éléments pour construire ses engagements.

Voilà ce que fut, le passé, 2007 sera-t-il différent ?